

(Texte)

M. Pigeon: Monsieur le président, je veux faire allusion à un voyage que j'ai fait l'an dernier. A titre de membre d'une délégation canadienne, je me suis rendu à Tokio pour assister à la 49^e conférence de l'Union interparlementaire mondiale.

Après la conférence, en compagnie de l'honorable sénateur et M^{me} Dessureault, mon épouse et moi-même nous sommes rendus à Taïpeh pour visiter Formose. C'était la première fois qu'un député canadien se rendait à Formose.

Nous avons été reçus avec courtoisie. Nous avons séjourné quelques jours à Formose. Nous avons visité cette île enchanteuse. Nous avons pu constater qu'il y régnait une liberté totale et complète, contrairement à la situation qui existe en Chine rouge, où la persécution règne et où de nombreux missionnaires, tant catholiques que protestants ou membres d'autres dénominations religieuses, ont sacrifié leur vie puisqu'ils ont été tués, fusillés ou emprisonnés.

A Formose, nous avons rencontré le général et M^{me} Tchang Kaï-Chek. Nous avons été grandement impressionnés par tout ce que nous avons vu, mais ce qui m'a frappé davantage au cours de ce voyage en Orient, ce sont les réformes agraires qui ont été adoptées au Japon et à Formose, et ce sans persécution ni effusion de sang. Ces réformes agraires constituent un contraste frappant avec celles qui ont été effectuées en Chine rouge, où l'on a fondé les communes à coup de persécutions.

Monsieur le président, je parle à titre personnel, sans engager qui que ce soit du côté ministériel, mais je dois vous avouer que j'ai été surpris qu'il n'y ait pas d'ambassade canadienne à Formose, tandis que depuis de nombreuses années la Chine libre a son ambassade ici, à Ottawa.

On parle actuellement de la reconnaissance de la Chine rouge par le Canada. Certains députés en ont parlé. Quant à moi—et je parle toujours à titre personnel—je ne serais pas en faveur que le Canada reconnaisse la Chine communiste, parce que nous avons des principes opposés. Nous sommes associés à des nations amies, nous luttons pour la liberté et la paix; je crois donc que l'on découragerait les peuples, surtout ceux du sud-est asiatique, si notre pays reconnaissait la Chine rouge.

J'ai été fort étonné de voir ces 12 millions de Formosans faire tant de sacrifices et tant travailler pour la paix, pour reconquérir leur mère patrie, qui est aujourd'hui sous le joug d'un gouvernement dictatorial.

Il serait malheureux, à mon sens, que notre pays reconnaisse la Chine communiste. Il faut préférer le leadership de Washington à

[M. Matheson.]

celui de la Havane. D'ailleurs, s'il fallait que nous reconnaissons la Chine rouge, nos relations avec les États-Unis seraient plutôt vacillantes.

Monsieur le président, je veux énumérer rapidement quelques-unes des raisons qui motivent mon refus de reconnaître la Chine rouge et mon opposition à ce qu'elle soit admise au sein des Nations Unies.

1- Il n'est pas un seul article de la Charte des Nations Unies que la Chine rouge n'ait pas violé.

2- Elle n'a pas encore fait la paix en Corée avec les troupes des Nations Unies. Les Nations Unies ne peuvent accepter un gouvernement qui, d'après le droit international, est encore en guerre contre les Nations Unies.

3- La Chine rouge prône dans tout le sud-est de l'Asie l'affaire du Nord-Viet-Nam. Elle a attaqué le Viet-Nam. Elle a fait des sorties en Inde, en deça des frontières.

4- La Chine rouge est accusée, devant les Nations Unies, de génocide au Tibet.

A mon sens, on ne peut accepter, au sein d'un organisme international dont le but est d'établir la paix entre les nations par la discussion et non par le combat, un pays dont le chef proclame lui-même que la seule puissance est celle qui sort de la bouche d'un fusil.

A cause de circonstances historiques, l'empire russe, avec ses colonies soviétiques, fait partie des Nations Unies, et déjà ébranle les fondations par des propositions qui tendent à réduire cette institution à l'impuissance.

M. Khrouchtchev a déclaré lui-même, lorsque M. Boland, président de l'Assemblée générale, brisa son marteau en rappelant M. Khrouchtchev à l'ordre, que cela était un symbole de la désagrégation des Nations Unies.

Si, avec la présence de l'URSS aux Nations Unies, les débats tournent déjà en rond, il n'est pas souhaitable d'y compter un pays comme la Chine rouge. Si la Chine rouge est admise aux Nations Unies, à mon sens, c'est la fin de l'organisation des Nations Unies. J'aime un organisme international qui rend d'immenses services à toutes les nations, surtout par ses organismes subsidiaires tels que l'UNESCO, la FAO et l'ONS.

Je ne veux pas voir la Chine rouge aux Nations Unies, car on porterait un coup terrible à la Chine libre qui a toujours respecté la Charte des Nations Unies et qui vit sous la menace constante de la Chine rouge. Si les Nations Unies acceptaient la Chine communiste, ce serait la destruction de cet organisme. Ce serait préparer des funérailles de première classe à l'Organisation des Nations Unies qui, la première, n'aurait pas été fidèle à l'esprit et à la lettre de sa Charte.

L'honorable sénateur Dessureault et moi-même avons grandement apprécié notre visite au Japon et en Chine libre. Nous avons